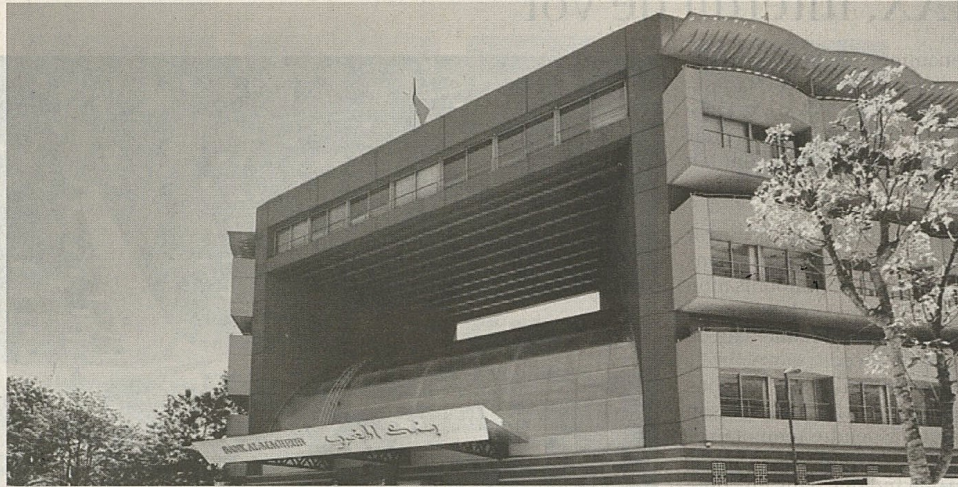


Le crédit bancaire promis à de nouvelles hausses



Sous l'hypothèse d'une nouvelle émission du Trésor à l'international et de 1,8 milliard de DH de dons du CCG en 2020, les réserves internationales nettes continueraient à moyen terme à assurer l'équivalent de 5 mois d'importations.

Bank Al-Maghrib, qui maintient inchangé son taux directeur à 2,25%, ajuste ses prévisions macroéconomiques. Les nouvelles projections tablent sur une croissance de 2,6% du PIB, de 4% pour le crédit bancaire au secteur non financier et de 0,3% pour l'inflation. Réuni le 17 décembre, son conseil a approuvé les mesures à mettre en place pour l'appui à l'entrepreneuriat. Le crédit bancaire monterait de 4,7% en 2020 et de 5% l'année suivante.

Bank Al-Maghrib a opté pour le statu quo. À l'issue de son conseil, qui a tenu le 17 décembre à Rabat sa dernière session trimestrielle de l'année, l'Institut d'émission a maintenu inchangé son taux directeur à 2,25%. Il a toutefois ajusté les prévisions de croissance économique, du crédit bancaire et de l'inflation. Le Conseil a, en outre, approuvé les mesures spécifiques devant être mises en place par la Banque dans le cadre du programme d'appui à l'entrepreneuriat.

Ainsi, Bank Al-Maghrib table sur une augmentation du produit intérieur brut (PIB) de 2,6% en 2019 – contre 2,7% annoncés en septembre dernier – avec un recul de 4% de la valeur ajoutée agricole et une augmentation de 3,3%

de celle des activités non agricoles. À moyen terme, la croissance s'accélérait à 3,8% en 2020, sous l'hypothèse notamment de récoltes céréalières annuelles de 80 millions de quintaux, avant de se situer à +3,7% en 2021. S'agissant du crédit bancaire au secteur non financier, il terminerait l'année en hausse de 4% (au lieu des +3,7% estimés en septembre dernier), tiré par les prêts aux entreprises privées, pour se renforcer de 4,7% en 2020 et de 5% en 2021. Pour ce qui est de l'inflation, elle décélérerait de 1,9% en 2018 à 0,3% en moyenne cette année, en lien principalement avec le recul des prix des produits alimentaires, avant de s'accélérer à 1,1% en 2020 et à 1,4% en 2021. «Sa composante sous-jacente, qui mesure la tendance fondamentale des prix, ra-

À moyen terme, la croissance s'accélérait à 3,8% en 2020, sous l'hypothèse notamment de récoltes céréalières annuelles de 80 millions de quintaux, avant de se maintenir à +3,7% en 2021.

lentrerait à 0,6% cette année et augmenterait à 1,3% en 2020 puis à 1,9% en 2021, sous l'effet conjugué de l'amélioration prévue de la demande intérieure et de la dissipation attendue de l'appréciation du taux de change effectif réel», souligne la Banque centrale.

Sur le volet des finances publiques, l'exécution budgétaire à fin novembre s'est soldée par un déficit hors privatisation de 44 milliards de dirhams. Les dépenses globales ont augmenté de 4,7% au moment où les recettes ordinaires hors privatisation ont progressé de 4,3%, avec en particulier l'encaissement de 1,2 milliard de DH de dons des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). «Dans ces conditions, et compte tenu de financements spécifiques, le déficit budgétaire hors privatisation se situerait à 4,1% du PIB en 2019 après 3,7% en 2018», indique Bank Al-Maghrib. «À moyen terme, tenant compte des données de la loi de Finances 2020 et sous l'hypothèse de la poursuite des efforts de mobilisation des recettes et de la maîtrise des dépenses, le processus de consolidation budgétaire reprendrait et le déficit hors privatisation avoisinerait 3,8% du PIB en 2020 et 3,5% en 2021», estime l'institution. Sur le plan des comptes extérieurs, avec 2 milliards de DH de dons des pays du CCG prévus cette année, le déficit du compte courant s'allégerait à 4,6% du PIB, après 5,5% l'année dernière, pour s'améliorer à 3,7% en 2020 et à 2,9% l'année suivante. Sous l'hypothèse d'une nouvelle émission du Trésor sur le marché international après celle de novembre dernier et de rentrées de dons du CCG de 1,8 milliard de DH en 2020, les réserves internationales nettes passeraient de 240,7 milliards à fin 2019 à 242,7 milliards en 2020 et à 248,2 milliards fin 2021. Elles continueraient ainsi à assurer l'équivalent de 5 mois d'importations de biens et services. ■